

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

## TARIF

### ACHAT

- 1 à 12 pages ..... 200 F
- 16 à 28 pages ..... 600 F
- 32 à 44 pages ..... 1 000 F
- 48 à 60 pages ..... 1 500 F
- Plus de 60 pages ..... 2 000 F

### ABONNEMENT ANNUEL

- TOGO ..... 20 000 F
- AFRIQUE ..... 28 000 F
- HORS-AFRIQUE ..... 40 000 F

### ANNONCES

- Récipissé de déclaration d'associations.. 10 000 F
- Avis de perte de titre foncier (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> insertion)..... 10 000 F
- Avis d'immatriculation ..... 10 000 F
- Certification du JO ..... 500 F

NB. Le paiement à l'avance est la seule garantie pour être bien servi  
Pour tout renseignement complémentaire s'adresser à l'EDITOGO : Tél. (228) 21-37-18 Fax : 22-14-89 BP. 891 Lomé-Togo

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - TEL : 21-27-01 - LOME

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

#### COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE SABOTAGE ECONOMIQUE

2001

#### Règlement intérieur

20 sept – Règlement intérieur de la commission nationale de lutte contre la corruption et le sabotage économique..... 1

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

#### REGLEMENT INTERIEUR DE LA COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE SABOTAGE ECONOMIQUE

La Commission Nationale de lutte contre la Corruption et le Sabotage Économique ci-dessous «La Commission», après avoir délibéré, adopte le présent règlement intérieur conformément au décret n° 2001 – 160/PR du 14 septembre 2001, portant création de la Commission Nationale de Lutte contre la Corruption et le Sabotage Économique.

#### I – DISPOSITIONS GENERALES

**Article Premier** – Le présent règlement intérieur a pour objet de déterminer et de préciser les modalités d'administration, d'organisation et de fonctionnement de la Commission.

**Art. 2** – La Commission a une compétence nationale. Son siège est fixé à Lomé.

#### II – ORGANISATION

**Art. 3** – Le président, le vice-président, le rapporteur et les autres membres de la Commission sont nommés par décret en Conseil des ministres.

#### 21 – Attributions du Président de la Commission

**Art. 4** – Le président de la Commission détient les pouvoirs les plus étendus pour agir et exécuter les délibérations de la Commission ;

Il préside les réunions de la Commission ;  
Il représente l'institution auprès des pouvoirs publics dans les cérémonies et dans les actes de la vie civile ;  
Il est l'ordonnateur des dépenses de la Commission.

**Art. 5** – En cas d'empêchement, il est suppléé par le vice-président.

**Art. 6** – En cas de vacance de la présidence de la Commission, par démission, décès ou autre cause, le vice-président assure l'intérim jusqu'à la nomination d'un nouveau président.

### **Rôle du Rapporteur**

**Art. 7** – Le rapporteur assure le secrétariat permanent de la Commission

A ce titre,  
Il prépare les réunions de la Commission et élabore l'ordre du jour qu'il soumet au président ;  
Il établit les procès verbaux des séances de la Commission ;  
Il rédige les rapports d'activités de la Commission.

## **III – FONCTIONNEMENT**

**Art. 8** – Pour l'accomplissement de ses activités, la Commission peut créer des sous-commissions

**Art. 9** – La commission se réunit en séances ordinaires, deux fois par semaine. Aussi souvent qu'il sera nécessaire, des réunions extraordinaires peuvent avoir lieu sur convocation du président.

**Art. 10** – Pour délibérer valablement, la Commission doit réunir au moins 2/3 de ses membres.  
Lorsque le quorum n'est pas atteint, il est dressé un procès-verbal signé par le président de séance et le rapporteur.  
L'ordre du jour est alors réinscrit à la réunion suivante.

**Art. 11** – Les décisions de la Commission sont prises à la majorité de ses membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.  
Le vote a lieu à main levée. Toutefois, à la demande du tiers au moins des membres présents, il a lieu au scrutin secret.  
L'abstention n'est pas admise lors d'un vote.

**Art. 12** – Les décisions prises par la Commission contiennent la mention des membres qui ont participé à leur prise. Elles sont signées par tous les membres ayant siégé à la séance au cours de laquelle elles ont été prises.

**Art. 13** – La Commission peut être saisie par une communication écrite ou par tout autre moyen, adressé à son président.  
La communication est reçue et enregistrée au secrétariat de la Commission qui lui affecte un numéro d'ordre.

**Art. 14** – Dès réception d'une communication, le président convoque les membres de la Commission pour étude de la dite communication.

La communication est ensuite confiée à une sous commission qui l'exploite et soumet un rapport à la Commission pour délibération;

**Art. 15** – La procédure est secrète.

## **IV – DISPOSITIONS DIVERSES**

**Art. 16** – Il est délivré aux membres de la Commission un badge d'identification, qui leur donne droit d'accès à tous les services sur lesquels la Commission exerce sa compétence.

**Art. 17** – Le présent règlement intérieur peut être modifié à tout moment sur l'initiative de la Commission.  
Le modificatif est fait par écrit et adopté à la majorité des deux tiers (2/3) des membres de la Commission.

**Art. 18** – Le présent règlement intérieur entre en vigueur dès son adoption.  
Il est publié au journal officiel de la République Togolaise.

**Fait et adopté à Lomé, le 20 Septembre 2001**

*Ont signé*

1 – Monsieur Assiongbor K. FOLIVI  
Président

2 – Monsieur Solitoki M. ESSO  
Vice-président

3 – Monsieur Abdou ASSOUMA  
Rapporteur

4 – Monsieur Eric KPADE  
Membre

5 – Madame Akossiwa AYENA  
Membre

6 – Monsieur Awoki PANASSA  
Membre

7 – Monsieur Ado TCHACOROM  
Membre

8 – Mme Essossimna BALOUKI, épse LEGZIM  
Membre

9 – Monsieur Kokou KASSANG  
Membre